

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1981)

Heft: 608

Artikel: Dans l'auditoire Jean Piaget : Zinoviev : la critique retournée

Autor: Gavillet, André

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012248>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DANS L'AUDITOIRE JEAN PIAGET

Zinoviev: la critique retournée

Zinoviev ne caresse pas ses auditeurs dans le sens démagogique du poil. Il affiche son orgueil dans un discours toujours proche de la colère où, dans les aigus, chante le russe. Orgueil qu'il baptise certitude tirée, non pas de l'étude, mais de *son* étude de la science, logique et mathématique. L'histoire est découpée en grandes périodes, simples comme dans un catéchisme marxiste élémentaire, la féodalité, le capitalisme, le communisme totalitaire. Le communisme n'est qu'au début de son règne quasi millénaire. Rien ne résiste à cette réduction sans espoir. Le renouveau polonais: une vaguelette. Ou bien les Polonais défient ouvertement l'URSS et ils seront écrasés; ou bien ils se remettent au travail et ils seront asservis par l'organisation même du travail.

Dans l'auditoire Jean Piaget, l'intelligentsia genevoise, les invités des Rencontres internationales étaient pris à contre-pied: Jacques Freymond qui présidait, à contre-pied de son ton de bonne compagnie tissu anglais, Jeanne Hersch, à contre-pied de sa sensibilité de cœur et de raison aux événements de Pologne, Alain Besançon, à contre-pied de sa soviétologie. Ceux qui, comprenant le russe et voulant le faire savoir, applaudissaient avant traduction, en étaient réduits à applaudir des phrases d'un fatalisme inhumain, et leurs claquements sonnaient dérisoires.

L'EXIGENCE D'ÉGALITÉ

Cet affrontement de tempéraments certes, mais aussi d'idéologies était l'occasion d'entendre quelque chose qui dérange les propos occidentaux qui, agressifs ou bienveillants, entonnent en harmonie le chant du progrès, de l'égalité, de la fraternité. La critique de Zinoviev est d'abord une critique de la société soviétique, mais cette analyse peut être appliquée à la société occidentale, alors même que

l'Occident se croit à l'abri de tout reproche, puisqu'il est ou s'imagine être l'antinomie du totalitarisme soviétique.

Ajoutons encore que Zinoviev ne recherche pas, dans les deux sociétés, soviétique ou occidentale, les points communs qui seraient liés à l'évolution industrielle et technologique (sociétés de la conquête de l'espace, sociétés de l'énergie nucléaire, etc.). Il ne recherche pas non plus les formes ouvertes ou discrètes d'un totalitarisme occidental. Il s'en prend, par une analyse qui passe le rideau de fer, à la nouvelle bourgeoisie des deux camps.

L'ALIBI ÉGALITAIRE

La critique de Zinoviev appliquée à l'URSS prend la forme provoquante d'une exigence d'inégalité. En effet, la collectivisation des moyens de production a supprimé les inégalités de richesse et de pouvoir attachés à la propriété. Mais les inégalités de fait subsistent; elles sont connues: elles tiennent au salaire, à la hiérarchie, aux priviléges de logement, de ravitaillement, d'éducation. Or elles ne correspondent pas nécessairement aux mérites ou à la compétence (Z. se réfère orgueilleusement à sa propre expérience de savant, certes privilégié, mais moins que beaucoup de parasites sans talents). En conséquence, contre une hiérarchie inadéquate, l'exigence d'inégalité (sous-entendu: correspondant à des mérites inégaux) a une vertu révolutionnaire.

Jusqu'ici, le discours critique est dans la ligne idéologique du 18^e siècle et de la bourgeoisie industrielle: à l'inégalité de priviléges, opposer l'inégalité du mérite. Mais au-delà...

Comme la société soviétique a aboli ce qui est à ses yeux la cause profonde de l'inégalité, elle doit proclamer qu'elle est une société égalitaire. Idéologiquement, l'inégalité de fait est niée. Le concept d'égalité devient donc alibi. D'où les formules contre-pied de Zinoviev: «Les idées d'égalité... ont une valeur profondément réactionnaire», «le paradoxe de l'histoire veut qu'en l'occurrence, la ten-

dance à l'inégalité soit plus prometteuse et plus progressiste.»

La critique de la société occidentale ne faisait pas partie de l'exposé de Zinoviev. Elle s'est exprimée au cours de la discussion dans son agressivité à l'égard de l'idéologie progressiste occidentale, dans la mesure où cette idéologie est véhiculée par une classe, ou une caste qu'il qualifie de professi- rale.

Si on prolonge le pointillé qui suit ces remarques acerbes, on obtient en clair ceci.

En Occident, une classe privilégiée s'est constituée, en dehors même des détenteurs des moyens de production. Elle touche aux professions libérales, au professionnalisme syndical et politique, aux animateurs des médias. Elle bénéficie de priviléges rendus possibles par la croissance du revenu national: elle a accès à la culture, à l'information, elle dispose de salaires à situer dans la catégorie supérieure.

Or, consciente de ses priviléges, elle se crée un alibi égalitaire. Non pas celui, statique, de l'idéologie soviétique qui affirme que les choses sont telles que dites officiellement, mais celui, dynamique, d'une revendication d'égalité pour les autres, qui toutefois ne la remet pas en cause en tant que caste privilégiée.

Ainsi, au-delà des apparences, par exemple l'anti-soviétisme récent de l'intelligentsia occidentale, on retrouve indentiquement un détournement de la revendication égalitaire comme frontispice, justification et défense de situations privilégiées, de fait. D'où l'irritation de Zinoviev devant le discours, qu'il pourrait qualifier de discours complice, de la gauche occidentale.

PROLONGEMENTS

Une telle attaque est et sera évidemment récupérable. Elle sera saisie par la droite traditionnelle, industrielle ou bancaire, dans son combat contre la nouvelle bourgeoisie jugée encombrante et coûteuse.

Mais la remise en cause des «institutions», au sens

illicien (l'Ecole, l'Université, l'Hôpital, la Police, la Justice, les Médias, etc.) intéresse la gauche dans la mesure où ces institutions tendent à *la fois* (en raison même de leur but idéal: enseigner, soigner, protéger, informer) à se mettre en situation de monopole, donc en situation privilégiée, tout en tenant, idéologiquement, un discours d'exigence égalitaire, qui ne les remet pas en cause, mais qui les protège.

A la fois: toute la critique tient dans cette simultanéité.

Cette approche exigea d'autres développements.

A. Gavillet

REÇU ET LU

Face à Ringier et à Jean Frey

La «Weltwoche» (Jean Frey SA) relève la tête sous l'attaque de Ringier lançant «Die Woche» à coup de millions: le changement de climat rédactionnel n'a probablement été perçu jusqu'ici que par les habitués de la vénérable institution zurichoise; mais le fait est là: face à la menace, la «Weltwoche» ne s'est pas raidie, comme on pouvait le prévoir, sur des positions encore plus conservatrices, se repliant en quelque sorte sur des bataillons de fidèles convaincus et attachés aux valeurs traditionnelles; elle semble jouer le jeu d'une certaine ouverture, défiant en somme sa rivale avec ses propres armes. Qui lira, verra.

C'est sur un tout autre terrain que se profile un autre hebdomadaire, longtemps attendu en Suisse alémanique, et dont le premier numéro est daté du 1^{er} octobre: «Die Wochenzitung» (Weinbergstr. 31, 8006 Zurich). Là, on est au royaume de la «Contre-information», sans ambition de toucher une «élite» de lecteurs, ni même d'en créer une au fil des semaines. «Contre-informer»? Tenter de mettre en circulation des informations passées sous silence ailleurs pour des raisons commerciales ou

des interdits politiques. Le pari est ambitieux, le «créneau» bien différent de celui visé par les publications inventées pour correspondre au goût du jour (référence sacro-sainte: les études de marché). «Die Wochenzitung» (imprimée à Bâle) en chiffres. Capital de départ: Fr. 600 000.—, dont plus des deux tiers sous forme de prêts. Collectif de rédaction: quinze personnes. Budget pour la première année: près d'un million. But pour la première année: 6000 abonnés (2500 aujourd'hui) et presque autant de ventes au numéro — on table sur un déficit de Fr. 90 000.— en 1981/1982 et sur des comptes équilibrés fin 1983. On ne refuse pas la publicité.

Le premier numéro indique clairement la couleur. Rien à voir avec «tell» dont les ambitions premières recouvreraient «grosso modo» les professions de foi de la «WoZ»: une présentation sévère (dans la ligne de «Konzept», le mensuel dont elle prend la relève) et des sujets bien dans l'actualité des mouvements «alternatifs» nés ici et là depuis des années, forages de la Cedra, interruption de grossesse, radio locale, entre autres. Seize pages grand format et un morceau de bravoure: un échange de lettres entre Niklaus Meienberg et le président de la ville de Zurich Sigmund Widmer.

— Nouvelle presse hebdomadaire de gauche et nouvelles difficultés pour la presse quotidienne d'obédience socialiste: on discute ces jours-ci de la survie de l'«Ostschweizer AZ» (et de ses quelque 3000 abonnés) et de l'imprimerie saint-galloise qui assume sa parution depuis des années.

— Toujours sur le front des hebdos: la «WoZ» révèle que «Die Woche» (Ringier) devait publier un article sur les circonstances de sa naissance, mais que l'éditeur de «Blick» y a renoncé au dernier moment (intervention au sommet). Raison plausible: le quatrième numéro de «Die Woche» devait être envoyé gratuitement à 140 000 destinataires triés sur le volet en Suisse allemande (même opération pour «L'Hebdo» en Suisse romande: 50 000 adresses) à fin de propagande et on tenait pas à trop parler d'un «concurrent». Il n'y a pas de

petit profit. La «Schweizerische Handelszeitung» publie (N° 40) les premiers chiffres de vente de «Die Woche»: 45 000 pour la première semaine et 35 000 la deuxième (15 000 et 14 000 pour «L'Hebdo»).

— Fresque peu ordinaire dans le dernier numéro de «Vers un développement solidaire» (c.p. 97, 1000 Lausanne 9): quinze pages d'enquêtes et de faits précis cernant le «racket bananier». Où le lecteur est pris au sérieux.

DISCOURS POLITIQUE

Dire n'importe quoi, successivement

On prétend qu'une des causes de l'abstentionnisme serait cette certitude populaire que, de toute façon, «ils font comme ils veulent». On-dit du reste inexact: le contrôle des institutions existe, et d'autre part les faits sont têtus.

Ce qui en revanche crée un brouillard, l'incompréhension et le désintéressement, c'est la capacité de la propagande de dire une chose et son contraire. Par exemple.

On se souvient que M. Debétaz, ancien conseiller d'Etat radical vaudois, portait fièrement et avantageusement le titre de M. Locataire. Ce fut utile.

Aujourd'hui, M. Delamuraz, nouveau conseiller d'Etat du même parti, successeur de M. Debétaz, déclare au quotidien «24 Heures» que la commission du logement, qui a longtemps dormi sur ses deux oreilles, va se réunir prochainement, le 5 octobre précisément (M. Delamuraz est entré en fonctions en mai dernier, ce qui laisse cinq mois pour agencer). Et l'ancien syndic de Lausanne d'ajouter, entre guillemets: «Je viens de reprendre les affaires de ce département, tout ne peut pas être fait en un jour. Mais il y a un retard fâcheux à combler.»

Après M. Locater, voici M. Locaquare.